



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N° 25 – Juin 2021

En bref – En Argentine, une dette, deux stratégies

Deux stratégies se dessinent dans la renégociation de la dette publique. D'un côté, les partisans de la discussion pour parvenir à un aménagement des remboursements tout en limitant les effets de réputation. A ce titre, le ministre Martín Guzmán a annoncé une entente avec les créanciers du Club de Paris permettant de prolonger le délai des négociations jusqu'au 31 mars 2022, alors que la période de grâce pour le paiement de la dernière échéance (2,4 Mds USD) due aux créanciers du Club, au titre de l'accord de 2014, arrivait à expiration à la fin juillet. Durant cette prochaine phase des négociations, l'Argentine s'engage à rembourser 430 MUSD, en vertu du principe de « comparabilité de traitement », notamment avec la Chine dont les échéances sont estimées par la presse à 445,6 MUSD en 2021. Si les avancées soulagent les finances publiques, elles permettent surtout de repousser l'effort financier après les élections de mi-mandat. Pourtant, les capacités financières de l'Argentine se sont sensiblement améliorées ces derniers mois grâce à l'excellente tenue des cours agricoles. En effet, depuis le début de l'année, les réserves internationales ont augmenté de 3,1 Mds USD pour atteindre 42,6 Mds USD à la mi-juin. Cette avancée dans les négociations devra toutefois s'accompagner d'un programme avec le FMI pour permettre la consolidation financière de l'Argentine. Ce sera également un gage pour garantir la soutenabilité de la dette. A cet égard, le ministre Guzmán affirme que l'Argentine « continuera à faire des efforts pour arriver à un accord avec le FMI qui permettra de refinancer la dette ». Dans cette optique, une rencontre avec les représentants du Fonds est prévue en marge de la ministérielle du G20 qui se tiendra en Italie le 9 et 10 juillet. Ce cadre multilatéral permettra également à l'Argentine de réitérer son appel pour une réforme de la politique de surcharges du Fonds. A l'autre bout du spectre, les tenants de la fermeté prônent une ligne dure à l'égard des créanciers. C'est le choix du gouverneur Axel Kicillof qui tente d'imposer une restructuration de la dette de la province de Buenos Aires (7,2 Mds USD). Après 1 an de discussions infructueuses, malentendus et effet signal négatif ont abouti à un blocage total des négociations. Dépités, les créanciers ont engagé une procédure judiciaire aux Etats-Unis pour demander une accélération des remboursements. En l'absence de compromis, le spectre judiciaire de 2014 pourrait ressurgir avec le risque de nouvelles contraintes financières. Alors que deux stratégies s'affrontent, d'aucuns s'interrogent sur le sort qui sera, in fine, réservé à la négociation avec le FMI, à l'issue des élections de mi-mandat

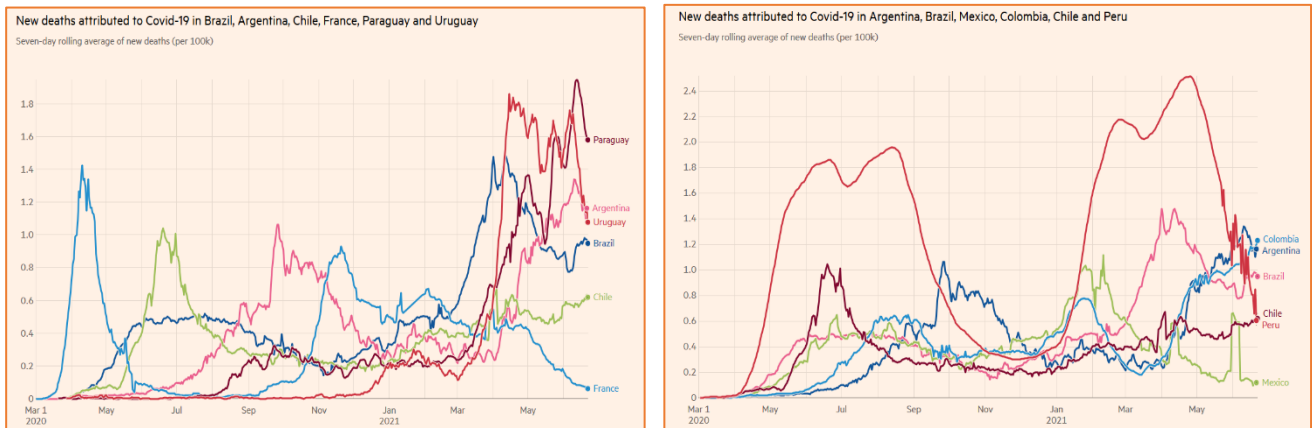
LE CHIFFRE À
RETENIR

430

Montant du
remboursement partiel
de l'Argentine (MUSD)

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source : Financial Times

Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 282

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 11,79

Amélioration générale, mais situation épidémiologique toujours préoccupante - Le **taux de positivité**, qui demeure sans doute le meilleur indicateur en termes de circulation virale, a **diminué pour la troisième semaine consécutive (22,84 % vs 24,64 %)**. La chute du taux d'incidence (-20,24 % à 282 au niveau national) doit en effet être relativisée, dès lors que le nombre de tests rapporté à la population est lui-même en forte baisse (-14,16 % sur 7 jours, -23,5 % en 3 semaines).

L'élément le plus significatif des 7 derniers jours réside au demeurant dans la baisse marquée des patients covid+ en soins intensifs (-5,5 % à 7.241) et dans celle des décès (-6,48 % à 3.736), la combinaison de ces deux facteurs **pouvant suggérer, avec toutes les réserves d'usage, a minima une stabilisation à haut niveau, voire un début de reflux de la seconde vague.**

Pour autant, avec **11,79 décès par jour par million d'habitants** en moyenne mobile sur 7 jours (vs 12,61 semaine précédente), l'Argentine figurait toujours mercredi soir (23 juin) au **3^{ème} rang mondial** sur ce critère (hors pays de moins de un million d'habitants), **derrière le Paraguay, stable (15,86)**, et la Colombie (12,32), et devant **l'Uruguay**, où la situation continue de s'améliorer lentement (10,45). Parmi les 6 principales économies d'un continent ravagé par la pandémie, la **mortalité argentine rapportée à la population demeure l'une des plus élevées en tendance**, derrière celle de la Colombie (12,32→↗), mais toujours devant le Brésil (9→↘), le Pérou (7,13↘), le Chili (6,16→, incroyablement constant depuis des semaines, voire en légère hausse malgré l'avancée rapide de la campagne de vaccination) et le Mexique (1,35→).



L'Argentine est désormais le 12^{ème} pays le plus atteint au monde en termes de mortalité rapportée à la population, avec 2.013 décès par million d'habitants depuis le début de la pandémie (**3^{ème} rang en Amérique latine**, derrière le Pérou et le Brésil), devant par exemple le Royaume-Uni (1.890), les Etats-Unis (1.821) ou encore la France (1.643).

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 192,2

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 6,1

Plateau et indicateurs mixtes. La situation chilienne demeure relativement constante avec toutefois des résultats mitigés sur le front des décès. Le nombre de nouveaux cas enregistre une nette diminution, avec un **taux d'incidence de 192,2** cette semaine (contre 238,9 la précédente). La mortalité augmente cependant par rapport à la semaine dernière, passant **de 5,8 à 6,1 décès par jour par Mhb.**

Alors qu'un confinement strict (phase 1) avait été imposé sur une importante partie du territoire chilien, y compris dans la capitale, 10 communes de la région métropolitaine et 14 dans le reste du pays devraient passer ce jeudi 24 juin en phase 2, conformément au plan de déconfinement du gouvernement. **Le ministre de la santé a indiqué qu'il fallait rester prudent malgré la stabilité apparente de l'épidémie ces dernières semaines.**

En revanche sur le plan de la **vaccination**, le **Chili a officiellement dépassé cette semaine les 80 % de taux de couverture vaccinale à une dose** pour la population de plus de 16 ans. Le taux de couverture à deux doses s'élève quant à lui à 64 %.

Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 179,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 15,8

Ralentissement de l'épidémie. Les indicateurs de contagions et de mortalité enregistrent une **amélioration cette semaine**, le **taux d'incidence** se réduisant à **179,5** (contre 230,9) et le **taux de mortalité de 15,8** décès/jour par Mhb (contre 18 la semaine précédente). Néanmoins, les autorités paraguayennes soulignent qu'il est trop tôt pour juger d'un réel ralentissement, les chiffres de cette semaine pouvant s'avérer circonstanciels. **La situation demeure en effet critique, le Paraguay restant au 1^{er} rang mondial en termes de décès par Mhb.** La moitié du territoire national est encore qualifiée de zone « rouge » de très haute transmission communautaire et la saturation hospitalière perdure. Face à cela, le gouvernement a appelé à la prudence et a **étendu les restrictions jusqu'au 12 juillet.**



Sur le plan vaccinal, la campagne progresse lentement : **le taux de couverture à une dose s'élève à 5,9 %**, tandis que celui à deux doses stagne aux environs des 3,5 %.

Uruguay

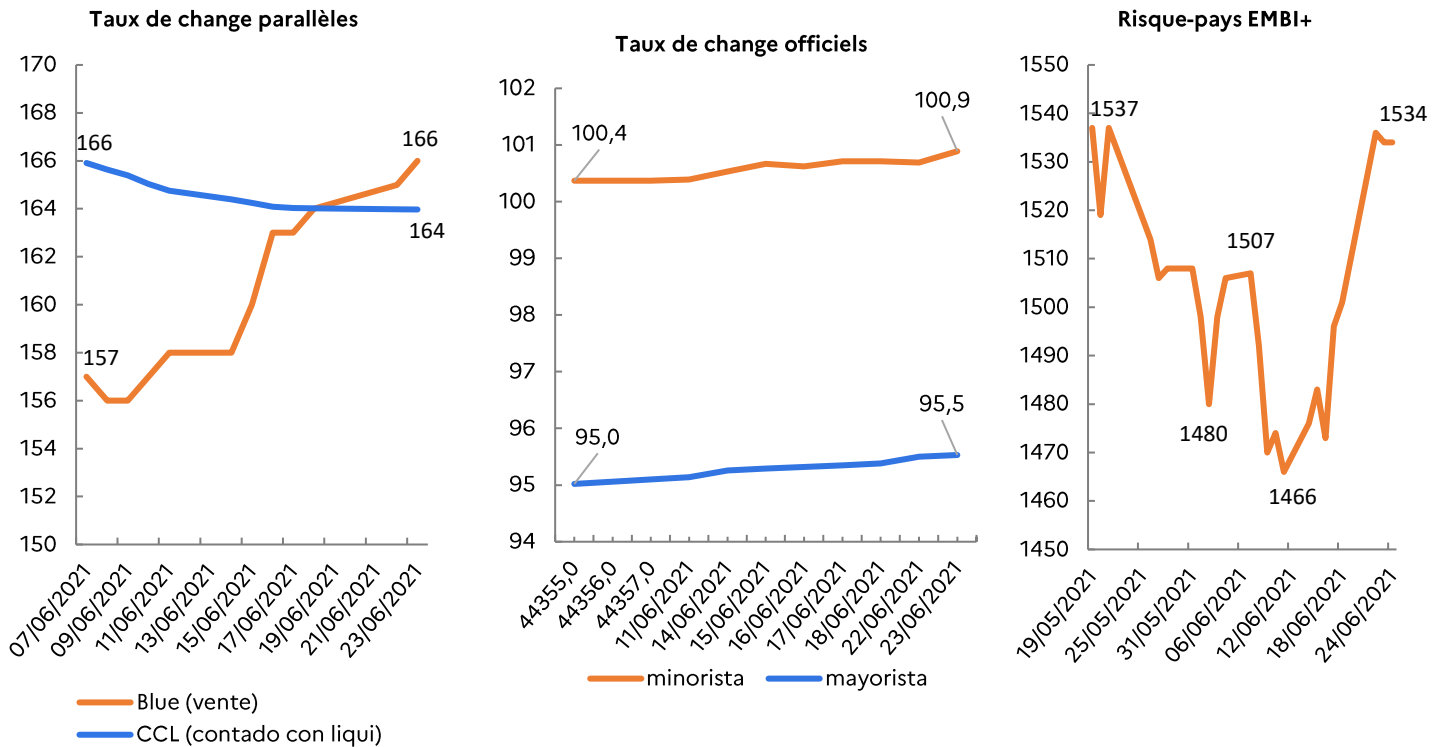
Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 394,9

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 10,4

Amélioration de la situation. La circulation épidémiologique montre des **signes de ralentissement** cette semaine, ce qui semble confirmer une amélioration générale de la situation uruguayenne. Le **taux d'incidence s'est en effet réduit à 394,9**, contre 578,3 la semaine précédente. Le **taux de mortalité a également diminué pour s'établir à 10,4** (contre 12,5 la semaine dernière) – un niveau similaire à celui observé au début du mois d'avril, avant la forte augmentation de la mortalité.

Sur le plan de la vaccination, le taux de couverture vaccinale à une dose s'élève à 62,6 % et celui à deux doses à 42,7 %. Par ailleurs, le ministre de la santé publique, Daniel Salinas, a confirmé que **les personnes étrangères ne disposant pas de pièce d'identité uruguayenne pourront accéder à la vaccination** dès lors qu'elles sont entrées sur le territoire national depuis plus de 90 jours.

Graphiques de la semaine



ARGENTINE

L'économie argentine montre des signes d'essoufflement au 1^{er} trimestre de 2021

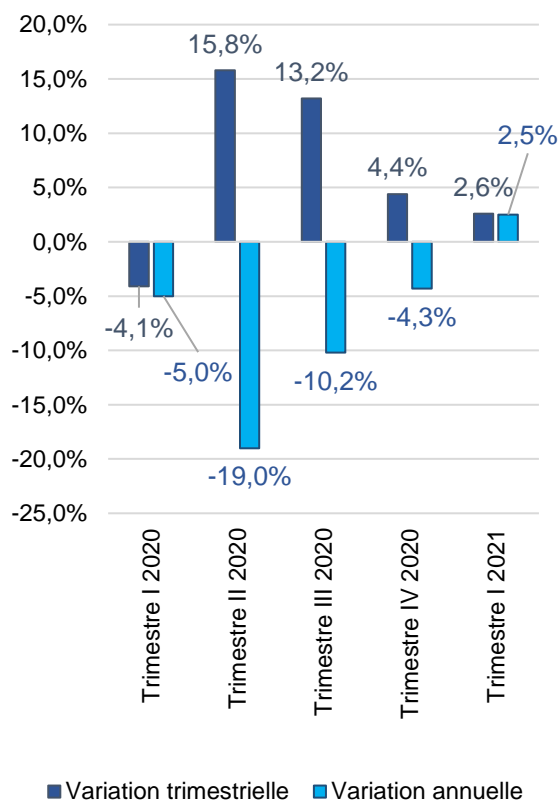
L'économie argentine montre des signes d'essoufflement au 1^{er} trimestre en raison notamment de la matérialisation du risque sanitaire (seconde vague) et de ses effets induits sur l'activité.

Dès lors, sans surprise, l'activité économique ralentit au 1^{er} trimestre, progressant de seulement 2,6 % sur trois mois, corrigée des variations saisonnières, après avoir enregistré 4,4 % le trimestre précédent et un rebond vigoureux (+13,2 %) au 3^{ème} trimestre de 2020, à la faveur de l'allègement des mesures de distanciation sociale. Du côté de la demande, la croissance sur 3 mois en désaisonnalisée est portée par les échanges extérieurs (mesurés en FOB¹), grâce au dynamisme des exportations (+19,2 %) par rapport aux importations (+13,5 %). Même si le rythme reste relativement soutenu, la formation brute du capital (+6,1 %) perd de

¹ Free on board.

l'élan tandis que les consommations privée (+2,9%) et publique (+1,4%), bien que positives, sont bien moins dynamiques.

Evolution de l'activité (variations trimestrielle et annuelle)



INDEC/SER Buenos Aires

En rythme annuel, le PIB argentin progresse de 2,5%, tiré notamment par des rattrapages dans la construction (+21,3%), l'industrie manufacturière (+11,4%) et l'agriculture-élevage (+3,0%). En revanche, l'hôtellerie et la restauration (-35,5%), les activités communautaires et sociales (-12,1%) et les transports et communications (-10,6%) restent sinistrés, conséquence de la crise sanitaire.

Sur le plan extérieur, la balance courante enregistre un excédent de 690 MUSD au 1^{er} trimestre, après -1,2 Md USD au 4^{ème} trimestre et 509 MUSD un an plus tôt. Sur la

période, la balance commerciale des biens et services (+2,6 Mds USD) et des revenus secondaires (328 MUSD) restent excédentaires, ce qui permet de compenser le déficit enregistré dans les revenus primaires (-2,3 Mds USD).

Au moins deux faits saillants peuvent être relevés dans le commerce extérieur argentin. En premier lieu, en rythme annuel, les importations de marchandises (+29,1%) progressent bien plus rapidement que les exportations (+15,4%). Ensuite, compte tenu de la composition des échanges, les importations augmentent surtout en quantité (les effets volume et prix étant respectivement de +2,6 Mds USD et +0,2 Md USD), ce qui s'explique par les achats de biens intermédiaires nécessaires pour la production (traditionnellement, un point de croissance entraîne une hausse de 3 points des importations). A contrario, la hausse des exportations résulte surtout de celle des prix, avec une corrélation particulièrement forte avec l'évolution du cours des grains (les effets volume et prix étant respectivement de +0,9 Md USD et +1,2 Md USD).

Par ailleurs, le compte financier enregistre des sorties nettes de capitaux de 747 MUSD. Dans ces circonstances, les mouvements sur les avoirs de réserve se soldent par des acquisitions nettes d'actifs pour 680 MUSD. Au total, la position extérieure de l'Argentine est créditrice à 129 Mds USD et la dette extérieure s'élève à 269,5 Mds USD (69,4% du PIB). Elle est essentiellement libellée en dollar (66%) suivie par l'euro (5%).

Sur le plan social, la reprise de l'activité durant les trimestres précédents entraîne une amélioration notable des indicateurs du marché du travail, y compris durant le 1^{er} trimestre. A cette date, les taux d'activité et d'emploi s'élèvent à respectivement 46,3%

et 41,6% de la population urbaine active, contre 45% et 40,1% au 4^{ème} trimestre de 2020. Par rapport à la situation pré-pandémique (4^{ème} trimestre de 2019), le secteur public enregistre une forte progression de l'emploi (+8,1% pour représenter 8% du taux d'emploi) alors que le secteur privé reste en dessous de son niveau d'avant crise (-5,7% à 33,1%). De même, la part des salariés est en baisse, de 4,2% pour atteindre 29,9% tout comme celle des non salariés (employeurs, entrepreneurs individuels, employé familiale sans rémunération), de 0,8%, à 11,7%.

Par ailleurs, les taux de chômage et de sous-occupation s'établissent à 10,2% et 11,9%, en baisse par rapport au trimestre précédent où ils étaient de respectivement 11,0% et 15,1%.

Cette amélioration trimestrielle est toutefois inégale: le taux de chômage des femmes augmente sur la période, passant de 11,9% à 12,3%, tandis que celui des hommes enregistre une baisse nette (de 10,2% à 8,5%).

Sur le plan sectoriel, quatre secteurs concentraient 50,9% de la population ayant un emploi, à savoir: les activités du commerce (18,1% du total des employés), de la manufacture (12,0%), des services financiers (11,4%) et l'administration publique et la défense (9,4%).

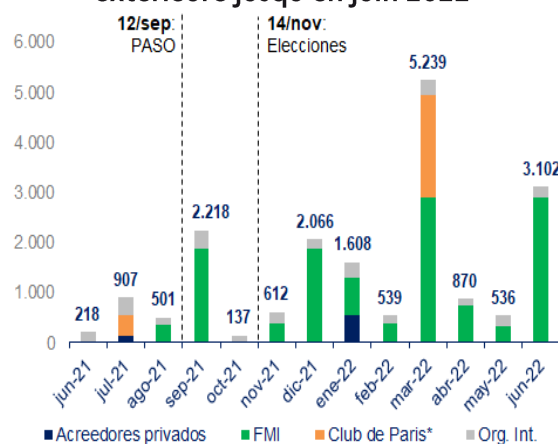
Si les chiffres du marché du travail permettent de mesurer le pouls social du pays, ils reflètent en réalité très mal les déséquilibres existants (activité informelle, découragement dans la recherche d'un emploi, activités dans le milieu rural). A ce sujet, les économistes de BBVA estiment le taux de sous-emploi à 15,9% au 1^{er} trimestre 2021, contre 11,9% selon les données

officielles. Au plus fort de la crise sanitaire, ce taux serait monté à 29% contre 13% comptabilisés par l'Institut des statistiques (Indec) au 3^{ème} trimestre de 2020.

L'Argentine s'engage à effectuer un paiement partiel aux créanciers du Club de Paris, en vertu du traitement égalitaire des créanciers, ce qui permet d'éviter une déclaration de défaut

Après des semaines de discussion suite à l'absence de paiement de la dernière échéance de 2,4 Mds USD due aux créanciers du Club de Paris le 31 mai, au titre de l'accord de 2014, le ministre de l'économie Martín Guzmán a annoncé une entente avec les créanciers du Club de Paris permettant d'éviter la déclaration d'un défaut à l'issue de la période de grâce à la fin juillet. A ce titre, les négociations seront prolongées jusqu'au 31 mars 2022 au plus tard, laps de temps durant lequel l'Argentine s'engage à effectuer un remboursement partiel du capital à hauteur de 430 MUSD, en vertu du principe de « comparabilité de traitement ». En effet selon la presse, les engagements argentins envers la Chine sont estimés à 445 MUSD en 2021.

Echéances mensuelles sur la dette extérieure jusqu'en juin 2022

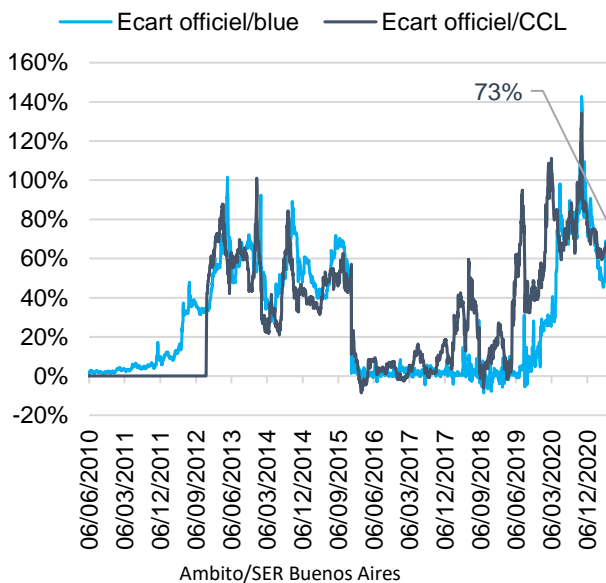


Le remboursement de 430 MUSD est comptabilisé dans le graphique à la fin juillet 2021.

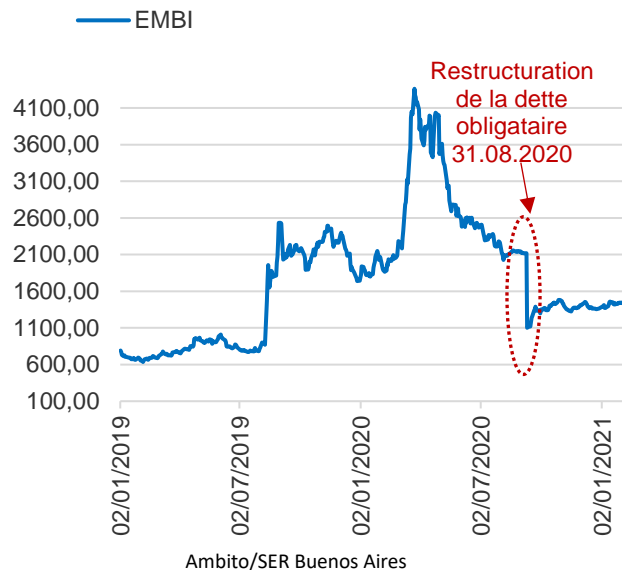
Source : BBVA Research

Cette annonce, qui s'est accompagnée par un engagement de Martín Guzmán à poursuivre les discussions avec le FMI (infra), été bien accueillie par le marché même si l'effet positif sur le différentiel de change et le risque-pays est peu perceptible, le dénouement positif des négociations avec le Club de Paris ayant été largement anticipé par le marché. En revanche, un scénario contraire aurait pu se traduire par des sursauts sur le marché des changes.

Evolution du différentiel de change (CCL / Blue)



Evolution du risque-pays (EMBI)



Par ailleurs, le ministre s'est dit confiant sur la poursuite de discussions constructives avec les services du FMI, laissant présager un possible accord avant mars 2022, soit après les élections de mi-mandat prévues pour novembre 2021.

Pour mémoire, les prochaines échéances envers le FMI durant l'année s'élèvent à 4,5 Mds USD, dont 3,7 Mds pour l'amortissement du capital (paiements prévus en septembre et décembre) et 736 MUSD pour le versement des intérêts (août et novembre). L'Argentine envisagerait d'utiliser la future allocation des droits de tirage spéciaux du FMI (de l'ordre de 4,3 Mds USD) pour honorer ces engagements.

La justice suspend l'application de la réglementation établissant la régulation des tarifs des services de télécommunication, en tant que service public essentiel

Par le décret 690/20, le gouvernement avait établi en août 2020 que les technologies de l'information et de la communication comprenant la téléphonie fixe, la téléphonie



mobile, l'internet et la télévision par câble constituaient des services publics essentiels et, à ce titre, que leurs tarifs seraient désormais régulés par l'Agence nationale des communications, Enacom. Ainsi, les tarifs ont été gelés à l'exception des augmentations fixées par l'agence dans ses résolutions postérieures (des augmentations de 5 à 8 % étaient prévues pour janvier et de 5 à 7,5 % pour mars).

Dans ce contexte, la société Telecom Argentina (qui regroupe Cablevisión, Fibertel et Personal) a déposé plainte auprès du tribunal administratif fédéral contre ces mesures et obtenu la suspension de son application pour une période de six mois. La Cour a estimé que l'application du décret imposait à l'opérateur des conditions économiquement et financièrement qui modifiaient substantiellement l'équation existante au moment de la conclusion du contrat de concession des lignes et fréquences, ce que le juge a analysé comme un acte de disposition du patrimoine privé par l'Etat argentin. L'Enacom a fait appel de la décision du tribunal. Après examen, le tribunal a rejeté vendredi 18 juin, ce recours présenté, permettant ainsi à Telecom Argentina d'augmenter les tarifs des forfaits téléphoniques, d'internet et de télévision par câble.

Prenant acte de cette décision, les compagnies de télévision par câble Direct TV et Telecentro ont porté plainte devant le même tribunal obtenant, dès la semaine suivante, la suspension de l'application du décret régulant les tarifs. Ces décisions ouvrent la possibilité aux autres entreprises du secteur, très touchées par ces mesures au même titre que Telefonica, de demander également la suspension de la réglementation

La reprise partielle des exportations de bœuf est loin de satisfaire les producteurs de viande bovine

Après un mois de restriction sur les exportations de viande bovine, imposées par la résolution 75/2021 publiée le 20 mai, le gouvernement a autorisé les ventes partielles de viande à l'étranger. Ainsi, dans le cadre d'un processus de reprise graduelle des exportations, le gouvernement a établi que :

- jusqu'au 31 août, les producteurs de viande bovine pourront vendre à l'étranger jusqu'à 50 % du volume mensuel moyen exporté en 2020.
- Jusqu'au 31 décembre, les exportations de certaines découpes de viande, notamment celles qui sont les plus consommées en Argentine (*asado, falda, matambre, tapa de asado, cuadrada, paleta* et *vacío*) resteront interdites.

En outre, le gouvernement a annoncé une extension du programme de réduction des prix des produits carnés sur 11 découpes de viande parmi les plus consommées, avec des baisses pouvant atteindre jusqu'à 45 % du prix moyen enregistré en mai par l'institut des statistiques (INDEC). Par ailleurs, dans la crainte d'un contournement des nouvelles dispositions, les autorités argentines ont annoncé le renforcement des contrôles douaniers et la création d'un comité de coordination sectorielle, chargé de faire respecter les restrictions. Ce comité est placé sous la tutelle du ministère du développement productif.

Loin de soulager les producteurs, les mesures gouvernementales d'ouverture partielle et de renforcement des contrôles ont été très mal accueillies. En réaction, les



représentants du secteur carné menacent de poursuivre leur bras de fer, à travers notamment des appels à manifestation. Pour tenter d'apaiser les tensions, le gouvernement promet d'engager un programme de promotion de la production de viande mais sans réellement convaincre les producteurs.

Sans atténuer le renchérissement du prix de la viande (+53 % pour les produits carnés depuis novembre 2020), les restrictions en l'Argentine pourraient fortement perturber les marchés internationaux au risque de faire flamber les prix, avec des effets retour inflationnistes sur le marché argentin.

CHILI

Bilan du fonds Covid 2021 sur 4 mois : prédominance des aides directes aux ménages et retards dans les investissements publics.

Sur les 4 premiers mois de l'année, le programme d'aides de l'Etat chilien dans le contexte de pandémie (près de 6 Mds USD budgétés en 2021) a été exécuté à hauteur de 38,5 %, selon le ministère des finances. Le « revenu familial d'urgence » (IFE) est devenu le dispositif phare de ce programme, représentant près des ¾ des dépenses. Il s'élève à 1,7 Md USD sur cette période, soit un doublement par rapport au budget prévu.

Suite aux mesures adoptées récemment, permettant d'élargir le nombre de bénéficiaires (« IFE universal »), le montant de ce dispositif devrait s'élever à plus de 10 Mds USD en 2021. Par ailleurs, le budget

des vaccins covid (environ 230 MUSD projetés en 2021) a déjà été dépensé sur cette période.

En revanche, l'exécution de certains budgets a pris du retard, pour diverses raisons (contrats à l'étude dans le secteur culturel, relatif échec des subventions à la création d'emploi, avec 280 MUSD budgétés et 12 % d'exécution, entre autres), en particulier la réalisation d'investissements publics, qui s'élève à 71 MUSD, soit à peine 3,3 % d'exécution sur la période.

Le gouvernement espère néanmoins renforcer ces investissements au 2nd semestre 2021, avec près de 6 Mds de projets identifiés, principalement dans les secteurs des travaux publics, du logement et de la santé, intensifs en mains d'œuvre, ainsi que d'importants projets de concessions routière et ferroviaire.

Un nouveau rapport du ministère des finances souligne l'impact de la pandémie sur les entreprises en 2020

Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, ont vu leur chiffre d'affaires globalement baisser en 2020 en raison de la pandémie, en particulier les microentreprises (-38 % en moyenne, sur 1 an), puis les grandes (-16 %), les petites (-10 %) et les moyennes entreprises (-4 %).

L'agglomération de Santiago (7 millions hab.) a été particulièrement touchée (-18 %), en raison des longues périodes de confinement.

En termes d'emploi, les microentreprises enregistrent une diminution de 19 %, suivies des petites (-8 %), moyennes (-6 %) et grandes entreprises (-5 %). Les activités artistiques et de loisirs, les services d'hôtellerie-restauration, la construction et



les activités immobilières ont été les plus affectées, tandis que l'agriculture et la pêche s'en sortent relativement mieux. Enfin, 18% des grandes entreprises sont devenues des structures moyennes, 28 % de celles-ci sont désormais des petites entreprises et 26 % de ces dernières ont rejoint le segment des microentreprises.

Cette étude a permis au ministère d'évaluer le nombre de bénéficiaires potentiels du nouveau programme d'aides aux PME voté en juin par le parlement (prime fixe d'1 MCLP et remboursement variable de 3 mois de TVA), qui devrait concerner plus de 820.000 entreprises.

La hausse des achats en ligne se confirme

Selon la Chambre de commerce du Chili, les ventes en ligne ont triplé au T1 2021, sur 1 an, notamment pour les articles électriques (+234 %) et les vêtements (+170 %).

La part des transactions en ligne dans le total des achats est passée de 3 à 22 % pour les vêtements, de 8 à 29 % pour les appareils électroniques et de 8,5 à 21% pour les meubles et l'électroménager. Enfin, la part des internautes effectuant des achats en ligne est passée de 49 à 61 %.

Même si cet essor s'explique en partie par un effet de base, la tendance devrait se maintenir à un niveau élevé et durable dans les années à venir.

PARAGUAY

Les Banques centrales d'Argentine et du Paraguay mettent en place un système de paiement en monnaie locale

Les Banque centrales d'Argentine et du Paraguay ont conclu le 17 juin un accord visant à établir un système de paiement en monnaie locale (SML) entre les deux pays. Ce dispositif permettra aux résidents, entités et particuliers, d'effectuer des paiements dans leur monnaie respective, évitant ainsi de recourir aux devises étrangères, en particulier le dollar américain. Cet accord permettra dès lors de réduire les coûts liés au change, à travers l'usage d'une monnaie tierce, et de préserver les réserves libellées en monnaies fortes (dollar américain et euros, notamment).

En plus de l'accord avec l'Argentine, le Paraguay dispose de mécanismes similaires avec l'Uruguay (signé en 2017) et le Brésil (2018).

Le solde budgétaire est légèrement négatif en mai

Le déficit budgétaire de l'administration centrale du Paraguay s'élève à 220,6 MUSD en mai, soit 0,6 % du PIB. Il était de 0,5 % du PIB en avril 2021.

En rythme annuel, les recettes fiscales cumulées durant les 5 premiers mois de 2021 augmentent de 24,7 % sur un an, pour atteindre 3.247 Mds PYG, soit l'équivalent de 481,1 MUSD. De leur côté, les dépenses cumulées reculent de 1,3 %. Ce repli s'explique principalement par la contraction marquée des prestations sociales (-23,9 %). En revanche, des hausses sont enregistrées

dans les dépenses liées au paiement des intérêts sur la dette (+20,6%) et la rémunération des employés publics (+2,2 %, dont 10,5 % pour le personnel de santé).

URUGUAY

Le gouvernement uruguayen annonce le renforcement de son soutien à la petite enfance avec un plan de 50 MUSD

En amont de la présentation de son rapport de stabilité le 30 juin prochain, le gouvernement uruguayen a annoncé le renforcement de son soutien à la petite enfance dans le budget national, prévoyant un plan de 50 MUSD pour ce poste. Cette annonce, réalisée lors de la conférence de presse qui a suivi le conseil des ministres, a également été l'occasion pour les autorités uruguayennes de rappeler que les objectifs budgétaires fixés pour l'année 2020 avaient tous été atteints, en dépit de la pandémie de Covid-19.

Pour l'avenir, le gouvernement fait ainsi le choix de maintenir les dépenses du précédent budget, en y ajoutant deux éléments. Le premier serait des dépenses relatives à la pandémie de Covid-19, alors non prise en compte dans le budget de 2020, et le second consisterait en un soutien accru à la petite enfance, du fait de l'existence de vulnérabilités structurelles. Les fonds supplémentaires permettront notamment d'assurer une plus grande offre de centres éducatifs pour les enfants de cette tranche d'âge.

L'agence de notation japonaise Rating and Investment maintient sa note de

BBB pour l'Uruguay avec une perspective positive

L'agence de notation financière japonaise Rating and Investment Information (R&I) maintient son évaluation pour l'Uruguay, avec une note BBB accompagnée d'une perspective positive. Contrairement à l'agence Fitch qui envisage une perspective négative, en raison de la hausse de l'endettement public et de la persistance des incertitudes (consolidation budgétaire, croissance économique), l'agence japonaise justifie son optimisme par les gains attendus pour l'Uruguay des réformes structurelles entreprises par l'administration de Luis Alberto Lacalle Pou. Ces changements encourageraient les investissements étrangers.

En effet, l'attractivité de l'Uruguay s'améliore, comme en témoigne la forte progression du pays dans le classement du Global Startup Index Report 2021 portant sur les écosystèmes favorables aux startups (+15 places pour placer l'Uruguay au 51^{ème} rang mondial).

Les recettes d'exportation de viande connaissent une forte augmentation depuis le début de l'année, grâce aux achats massifs de la Chine

Cumulés depuis le début de l'année, les exportations de viande s'élèvent à 1 Md USD à la mi-juin (dont 79,5 % issus de la viande bovine), soit une progression spectaculaire de 30,2 % sur un an (+23,6 % pour la viande bovine).

Cet accroissement des quantités de viande exportées (+30,4 % sur un an) s'explique surtout par le bond des exportations vers la Chine (557,4 MUSD sur la période, +53,5 % sur un an) en réponse à la forte demande chinoise.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)